



« Un accord sur l'électricité est souhaitable: il rendrait notre approvisionnement électrique plus sûr et moins cher »

Un accord sur l'électricité avec l'UE offre de nombreux avantages

07.11.2024

D'un coup d'oeil

- La Suisse est tributaire d'importations d'électricité en provenance de l'UE pendant le semestre d'hiver. Sans accord sur l'électricité, il faut s'attendre à ce que ces importations deviennent incertaines.
- Un accord sur l'électricité renforce la sécurité de l'approvisionnement et, surtout, il en réduit la facture – de 50 milliards de francs d'ici à 2050.
- Au-delà de la conclusion d'un tel accord, il est urgent de mettre en œuvre d'autres mesures en Suisse.

La Suisse négocie un accord sur l'électricité avec l'UE depuis 2007 déjà. En 2018, une solution était à bout touchant, mais l'UE a conditionné la conclusion de l'accord à la clarification de questions institutionnelles. Puis, l'accord sur l'électricité est resté en plan, jusqu'à ce que les négociations reprennent en 2024, dans le cadre des Bilatérales III. Une conclusion est désormais à portée de main et souhaitable aux yeux de l'économie.

«Sans accord sur l'électricité, la Suisse serait en proie à davantage d'incertitudes»

La Suisse importe de l'électricité pendant le semestre d'hiver. Sa dépendance va même encore s'accroître. Or, dès 2025, la Suisse risque de voir ses possibilités d'importer de l'électricité fortement limitées. Une disposition de l'accord sur le marché intérieur de l'électricité de l'UE prévoit en effet qu'à partir de fin 2025, les pays de l'UE devront consacrer 70% au moins des capacités de leurs réseaux aux échanges entre les États membres de l'UE, c'est la règle dite des 70%. Cette dernière pourrait restreindre davantage les possibilités d'importation de notre pays. La stabilité du réseau électrique serait également menacée en l'absence d'accord. Alors, l'électricité circulerait en Suisse de manière de plus en plus imprévisible et les travaux de maintenance des réseaux ne pourraient pas être effectués en raison de leur surcharge. Des coûts supplémentaires massifs pour la Suisse seraient nécessaires pour maintenir la stabilité du réseau. Celle-ci imposerait en outre de recourir souvent à la précieuse énergie hydraulique suisse, dont les réserves pourraient ainsi venir à manquer à la fin de l'hiver. De plus, la Suisse ne pourrait plus participer sur un pied d'égalité, voire serait totalement exclue, de certaines plateformes de marché et de comités techniques importants.

«Un accord sur l'électricité offre de nombreux avantages»

Un accord sur l'électricité renforce notre sécurité d'approvisionnement et en baisse surtout le prix. L'étude de l'EPFZ que nous avons commandée en 2023 a montré que la Suisse pourrait économiser quelque 50 milliards de francs sur les frais liés au système (coûts d'investissement, d'exploitation variables et fixes ainsi que coûts et revenus du négoce d'électricité) d'ici à 2050 si, grâce à un accord sur l'électricité, elle pouvait renoncer à des structures redondantes. Cela représente près de 2 milliards de francs par an. Un accord sur l'électricité aurait l'avantage de garantir la coopération dans le domaine de la stabilité du réseau, de simplifier les échanges d'électricité ainsi que de renforcer la sécurité d'approvisionnement et la rentabilité. Une étroite collaboration avec l'UE dans ce domaine est également une condition importante pour que la Suisse puisse atteindre ses objectifs dans les domaines du climat et de l'énergie. L'accord serait positif pour la Suisse, mais l'UE en profiterait aussi.

Cela dit, un accord sur l'électricité ne résoudra pas, à lui seul, tous nos problèmes en matière d'approvisionnement électrique. Il est urgent de mettre en œuvre rapidement des mesures en Suisse, en particulier intensifier le développement des énergies renouvelables. Il est essentiel de développer massivement la production d'électricité climatiquement neutre, en mettant un accent particulier sur la production d'électricité en hiver. Parallèlement, nous devons accélérer le développement et la transformation de nos réseaux électriques, améliorer l'efficacité électrique, ouvrir davantage le marché de l'électricité et obtenir la levée de l'interdiction technologique des centrales nucléaires. En définitive, seul un ensemble de mesures nous permettra d'atteindre notre objectif en matière d'approvisionnement électrique. L'accord sur l'électricité joue un rôle important à cet égard.



Alexander Keberle

Responsable Politique de la place économique, membre de la direction